

*Affaires courantes*

**M. Vic Althouse (Mackenzie):** Monsieur le Président, de nombreux citoyens de Harbourfield, en Saskatchewan, soumettent cette pétition au Parlement du Canada.

Ils attirent l'attention sur toutes les fois où le gouvernement conservateur s'est attaqué directement à la vie rurale, par des restrictions aux systèmes de communications, qu'il s'agisse de VIA Rail ou d'embranchements, ou de Radio-Canada.

Toutefois dans l'immédiat, ils voudraient par-dessus tout que le gouvernement renverse sa politique sur la fermeture des bureaux de poste ruraux, et que, par le maintien des bureaux et services postaux ruraux, il intensifie la vie rurale.

## LES PÊCHES

**Mme Margaret Mitchell (Vancouver-Est):** Monsieur le Président, c'est la troisième pétition que je présente sur le sujet. Elle a été jugée conforme aux exigences de l'article 36 du Règlement. Elle vient de centaines de personnes de la collectivité sino-canadienne de Colombie-Britannique, dont la plupart sont de ma circonscription, Vancouver-Est.

Les pétitionnaires s'inquiètent des réserves décroissantes de morue de roche vivante, un poisson de grande valeur culturelle et économique qui sert à l'alimentation de quelque 200 000 Canadiens d'origine asiatique. C'est un aliment de base pour les familles, les restaurants et les touristes.

Les pétitionnaires craignent que, par négligence et mauvaise gestion, le gouvernement fédéral ne limite l'approvisionnement à une saison de trois mois alors que le quota alloué à ceux qui font la pêche sportive est injuste et laisse évidemment moins de poisson pour ceux à qui ce poisson sert d'aliment de base.

Les pétitionnaires demandent donc au ministre des Pêches et des Océans de reconnaître la valeur spéciale de ce poisson pour la collectivité asiatique et ceux qui visitent le Canada, et qu'il prenne immédiatement des mesures afin d'assurer l'approvisionnement de morue de roche à l'année. Cela suppose de la part du gouvernement fédéral le souci de gérer ces pêches de façon durable, à long terme, et de répartir les quotas équitablement.

## LA SOCIÉTÉ RADIO-CANADA

**M. Steven W. Langdon (Essex—Windsor):** Monsieur le Président, j'ai le bonheur et le malheur de présenter à la Chambre aujourd'hui une partie des 40 000 pétitions signées par des habitants de Windsor et du comté d'Essex, qui s'élèvent contre les compressions budgétaires qui ont été imposées par le gouvernement à Radio-Canada

et qui ont entraîné la suspension des émissions locales produites à Windsor.

Ces pétitions sont signées par des personnes qui demandent au Parlement de faire l'impossible pour veiller à ce que Radio-Canada obtienne le financement et le soutien nécessaires pour pouvoir s'acquitter de son importante responsabilité de diffuser une programmation locale à la population de Windsor, du comté d'Essex, de Sarnia, du comté de Lambton et de toute la région. À cause de ces compressions, cette population sera privée de son unique service de nouvelles locales.

Cela revient à isoler Windsor du reste du pays et à l'inviter à se joindre aux États-Unis.

**M. Howard McCurdy (Windsor—Sainte-Claire):** Monsieur le Président, je voudrais déposer plusieurs milliers de pétitions signées par des habitants de Windsor.

Je vous signale qu'aujourd'hui, 41 000 pétitions d'habitants de Windsor ont été présentées par les députés de tous les partis. Je remercie le greffier des pétitions d'avoir réussi à traiter 33 000 pétitions durant la nuit. Il a fait un travail magnifique, qui rend service à la population de Windsor.

En plus de 41 000 pétitions qui sont déposées à la Chambre aujourd'hui, 6 000 autres ont été déposées hier et quelque 10 000 à 15 000 autres ont déjà été livrées à la Chambre, et la population de Windsor en signe encore.

La raison en est bien simple. Windsor reproduit, en petit, ce qui arrive aux Canadiens partout au pays, au moment où leurs institutions les aliènent de leur propre pays.

Permettez-moi de vous lire ce que les habitants de Windsor, des comtés d'Essex, de Kent et de Lambton disent de ce gouvernement: «Les pétitionnaires soussignés prient humblement le Parlement de prendre toutes les mesures nécessaires afin de préserver le réseau local de télévision de Radio-Canada à Windsor et partout où des citoyens sont privés de ce service à cause des compressions budgétaires imposées par le gouvernement de M. Mulroney et des décisions prises par la direction de la Société.»

Ces gens réclament de tout coeur qu'on leur permette de demeurer Canadiens dans un monde dominé par les Américains.

## LE GOLFE PERSIQUE

**M. Simon de Jong (Regina—Qu'Appelle):** Monsieur le Président, je tiens aussi à présenter à la Chambre, conformément à l'article 36 du Règlement, une pétition signée principalement par des députés de Regina, en